

Remous autour de Gandrange

«La porte de Gandrange n'est pas fermée», déclarait lundi Lakshmi Mittal, dans un entretien accordé aux Echos. Certains s'agitent du coup pour mettre un pied dedans, à commencer par le milliardaire Romain Zaleski, qui a récemment démissionné du conseil d'administration d'ArcelorMittal et qui possède une aciérie en Italie. Mercredi, il s'est entretenu avec Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, au sujet du site menacé de fermeture partielle. L'Elysée admet la tenue de cette conversation mais fait savoir qu'«il n'a jamais été question de présenter un nouveau plan» de reprise de Gandrange. «Monsieur Zaleski a confirmé qu'il était candidat à reprendre ce que Monsieur Mittal entend fermer [l'aciérie électrique et le train à billettes, tandis qu'un la-

minoir serait conservé, ndlr]», relate pour sa part Alain Grenaut, ancien directeur du site, chargé du volet technique d'une éventuelle reprise. «Tout ce truc avec l'Elysée, c'est pour que les pouvoirs publics disent à Mittal de discuter avec nous», poursuit Alain Stahl, directeur de cabinet du maire divers droite d'Amnéville, Jean Kiffer.

Pour le moment, aucune offre de reprise concrète n'a été établie et aucune discussion n'a eu lieu avec le PDG d'ArcelorMittal. Mais Alain Grenaut peaufine un «business plan». De leur côté, Romain Zaleski et la ville d'Amnéville planchent sur le montage financier de cette hypothétique opération, qui pourrait associer d'autres sidérurgistes... Amnéville et le conseil général de la Moselle entreraient au

capital de la future société, indique Alain Stahl. Le président du conseil général, Philippe Leroy (UMP), est moins affirmatif: «Ce n'est pas dans ma nature de rejeter un projet a priori, mais j'attends de le connaître. Si c'est intéressant pour la Moselle, une participation financière symbolique du conseil général serait possible. La France ne doit pas s'interdire ce genre d'idées.» Si la France ne l'interdit pas, ArcelorMittal se charge de le faire. «Gandrange fait partie d'ArcelorMittal et le restera», déclare Gonzalo Urquijo, responsable du secteur produits longs du groupe. Je peux affirmer très clairement que ce site n'est pas à vendre, ni en totalité ni en partie!» Au milieu de la pagaille actuelle, ceci a le mérite d'être clair.

De notre correspondant à Strasbourg

◆ THOMAS CALINON